

Gestion de l'ENA, tour extérieur : Gérard Darmanin met les pieds dans le plat

3 nov. 2017, Acteurs publics, par Pierre Laberrondo

Devant les députés, le 2 novembre, le ministre chargé entre autres de la fonction publique a estimé que l'École nationale d'administration devait faire des efforts de gestion. Il souhaite aussi accroître le nombre de nominations au tour extérieur dans la haute administration pour diversifier les profils.

Dans le plus pur style "macronien", il ne prend pas toujours des gants. Devant les députés réunis en commission élargie pour l'examen du volet "fonction publique" du projet de loi de finances (PLF) pour 2018, le 2 novembre, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin, a balayé de nombreux sujets, notamment la haute fonction publique.

Avec comme premier sujet l'ENA. *"Il faut sans doute encore améliorer l'école, d'abord l'améliorer du point de vue du fonctionnement"*, a-t-il jugé. *"C'est une école qui forme les gestionnaires de demain et qui, peut-être, connaît quelques problèmes de gestion. Il y a plus de personnel encadrant que d'élèves, dans cette école, a-t-il poursuivi. Cela pose un sujet. Peut-être que c'est intéressant, mais en tout cas, cela pose sans doute un sujet de structure. Ce n'est pas parce que le budget serait revu ou moins augmenté que ce serait démonstrateur que nous ne serions pas forts dans une haute école comme celle de l'ENA."* Sollicité par *Acteurs publics* pour apporter des précisions après cette audition, le cabinet du ministre indique que Gérard Darmanin parlait bien des effectifs globaux des personnels permanents de l'école (fonctions support comprises) et pas seulement des encadrants. *"La conviction du ministre, c'est qu'il y a des efforts à faire, d'ailleurs, le directeur de l'ENA [Patrick Gérard, nommé au mois d'août, ndlr] en est conscient et il est déjà engagé dans un mouvement d'amélioration"*, commente le cabinet de Gérard Darmanin.

Diminution des emplois

Pour rappel, le projet de loi de finances pour 2018 prévoit un plafond d'emploi de 491 équivalents temps plein (ETPT), dont 170 ETPT d'élèves (l'école paie leur salaire) pour deux promotions de 80 à 90 unités chacune en cours de formation – l'une qui entre dans sa première année, l'autre qui sort au bout de la deuxième –, 132 ETPT de stagiaires de cycles préparatoires aux concours et 189 ETPT de personnels permanents. L'école, qui ne dispose pas d'un corps enseignant permanent, fait aussi appel à des intervenants extérieurs.

Depuis 2009, l'ENA a diminué de 37 ETPT ses emplois permanents et le plafond d'emploi pour 2018 prévoit une nouvelle diminution de 4 ETPT, observe à ce sujet dans son rapport la rapporteure spéciale "fonction publique" du PLF 2018, Cendra Motin (LREM). Le ministre a par ailleurs décidé de ramener le nombre d'élèves par promotion de 90 à 80, comme c'était le cas avant la hausse de 10 places décidée en 2014 par l'équipe Hollande.

"Modèle mixte"

Au cours de son audition devant les députés, le ministre Darmanin a également brièvement abordé un autre point qui a trait au devenir de l'école. *"Je pense qu'il faut renforcer le travail de l'ENA qui ne doit pas devenir une école doctorale. Ce n'est pas fait pour ça, même si on peut faire de la recherche"*, a déclaré le ministre. L'école étudie actuellement un projet de réforme lancé par l'ancienne directrice Nathalie Loiseau (2012-2017), devenue ministre chargée des Affaires européennes à la faveur du remaniement post-législatives du 21 juin.

Le contrat d'objectif et de performance 2017-2019, établi en décembre dernier par l'ancienne directrice avec l'ancien gouvernement, mais qui n'a pas de caractère impératif, vise plusieurs objectifs : améliorer le rayonnement de l'école en changeant son statut pour lui permettre de délivrer des diplômes. Le projet évoquait aussi le lancement d'une école doctorale. *"Il n'y pas de prise de distance avec le projet actuel, précise-t-on dans l'entourage de Gérard Darmanin. Le ministre ferme la porte à une exclusive (juste une école doctorale), mais il ne ferme pas la porte à la formation de docteurs dans l'école. La finalité de l'école n'est pas de produire des doctorants. En réalité, l'ENA doit devenir un modèle mixte où on forme des docteurs, mais aussi des personnes travaillant dans l'administration."*

Réforme des affectations de sortie

Concernant les affectations à la sortie de l'école, l'ancien maire de Tourcoing défend la ligne Macron, une ligne de rupture. Selon le Président, les meilleurs devraient rejoindre les ministères chargés des politiques définies comme prioritaires par le gouvernement, et non plus les grands corps de l'État : Conseil d'État, Cour des comptes, inspection générale des Finances. *"Dans la sortie de l'ENA, il me semble que les grands corps ne devraient pas être ceux qui sont ceux de la tradition, ils devraient être ceux dont la priorité du gouvernement considère que c'est la politique publique que l'on doit mener"*, a dit le jeune ministre (35 ans), sans s'aventurer sur le terrain du comment et des modalités.

"Moi, je suis pour le classement et je suis pour l'ENA. Je suis totalement politiquement incorrect parce que j'ai compris que c'était désormais très minoritaire que de penser ça publiquement, a-t-il lâché avec un humour pince-sans rire. En revanche, il faut changer les priorités de ce classement. C'est une proposition que j'ai faite au Président que de dire : « Bah voilà, il y a des ministères qui ont besoin de grandes transformations ». Nul ne peut douter que ce que l'on doit faire en ce moment en outre-mer demande beaucoup de compétences ; ce que l'on doit faire dans la politique du logement demande beaucoup de compétences ; ce que l'on doit faire quand on voit la dérive du ministère de l'Agriculture et la façon dont ils ont du mal à gérer les apurements communautaires demande sans doute beaucoup de compétences. Peut-être qu'il faut changer l'affectation du classement et je pense que c'est une révolution sociologique importante que de le faire", a estimé le ministre. S'agissant des concours, il a marqué son attachement aux épreuves de culture générale et du grand oral dans les grandes écoles, épreuves qu'il juge moins discriminantes socialement que les épreuves de langues.

Davantage de tours extérieurs

Devant les députés, le ministre chargé de la fonction publique a aussi développé sa vision de la diversification de la haute fonction publique dont il n'est lui-même pas issu : *“J’ai proposé au président de la République d’avoir beaucoup plus de tours extérieurs dans les nominations dans la haute administration, dans le corps préfectoral, dans le corps des ambassadeurs.”*

Avant d’aller plus loin sur ce sujet, Gérard Darmanin, diplômé de l’IEP de Lille et ancien collaborateur de cabinet, glisse une petite phrase empreinte d’une ironie grinçante : *“Je sors de ma condition, mais je suis ministre de la Fonction publique.”* Une adresse peut être en direction de la haute fonction publique, qu’il fréquente assidûment depuis sa nomination à Bercy. *“Je crois qu’il y a des entrées d’écoles formées et puis il y a des tours extérieurs, a poursuivi le ministre. Ces tours extérieurs doivent être, peut-être, un peu moins politiques et [réfléter] un peu plus la diversité de la société dans le commandement de la haute fonction publique.”*

Les tours extérieurs permettent une promotion sans passer le concours. Ils sont utilisés pour promouvoir des fonctionnaires, mais le gouvernement peut aussi faire entrer des profils extérieurs à la fonction publique – parfois très politiques et décriés – par le biais de ce que l’on appelle le “tour gouvernement”. Dans l’esprit du locataire de Bercy, l’accroissement du nombre de nominations au tour extérieur permettrait de faciliter les allers-retours entre le public et le privé.